

Discours d'ouverture de Philip Noel-Baker (Londres, 3 avril 1946)

Légende: Le 3 avril 1946, Philip Noel-Baker, président de la Conférence extraordinaire de Londres sur le ravitaillement de l'Europe en céréales, détaille les enjeux de la conférence.

Source: Emergency Conference on European Cereals Supplies held in London from 3rd to 6th April 1946. London: 1946.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/discours_d_ouverture_de_philip_noel_baker_londres_3_avril_1946-fr-e16c8f7e-0a42-4c18-a245-870b6acf48a7.html

Date de dernière mise à jour: 04/09/2012

Discours d'ouverture de Philip Noel-Baker (Londres, 3 avril 1946)

"Aux paroles de bienvenue que vous venez d'entendre du Ministre des Affaires Etrangères parlant au nom du Gouvernement de Sa Majesté, j'ai le privilège d'ajouter les salutations des gouvernements membres de l'E.E.C.E., à l'initiative desquels est due cette conférence. Je suis heureux que tant de gouvernements aient été en mesure d'accepter l'invitation d'y participer. Je regrette que d'autres n'aient point cru pouvoir s'y rendre. Je pense, cependant, que nous sommes en face de la réunion européenne la plus large depuis 1939. Il est bon qu'il en soit ainsi, puisque nous avons à nous pencher sur ce problème humain de la famine, dont les effets ne connaissent pas de considérations de race, de politique ou de croyances.

En vérité, le premier fondement sur lequel repose cette conférence, est le sentiment que nous avons tous que la faim dont souffre un homme en Europe doit être le souci de tout homme. Point n'est besoin pour moi de commenter cette vérité ou d'insister sur cet aspect purement humanitaire. Nous savons que les rations réduites distribuées dans la Ruhr ont pour effet immédiat une baisse de la production du charbon qui aura les plus fâcheuses conséquences sur la reconstruction économique de chaque pays européen. Nous savons qu'une maladie qui, dans un pays quelconque sévise sur une population affaiblie par la faim peut devenir une épidémie qui portera la mort dans bien d'autres pays. Nous savons qu'une génération d'enfants d'un pays quelconque, si la sous-alimentation prolongée en mine la santé physique et intellectuelle, menacerait, pour bien des années à venir, le développement économique, social et politique de l'Europe. Nous savons également que ces dangers sont des plus réels et qu'ils existent dans l'Europe d'aujourd'hui.

Nous sommes ici expressément réunis pour étudier ce qui peut être fait dans le cadre européen, pour aider à ce que les peuples de l'Europe reçoivent le pain dont ils ont besoin jusqu'à la prochaine récolte. Les pays d'outre-mer, dont l'assistance a déjà été considérable, font des efforts extraordinaires pour expédier en Europe au cours des quelques mois à venir autant de céréales que possible. Pour encourager que soient leurs efforts, nous devons néanmoins envisager nettement le fait que la quantité qui peut être exportée vers l'Europe au cours de ces mois, pendant lesquels le besoin s'en fait si durement sentir, est limitée par les disponibilités, par les problèmes du transport, et par les besoins tragiques de l'Extrême Orient, où des dizaines de millions de gens voient se dresser devant eux le spectre effroyable de la famine. Je dois ajouter ici entre parenthèses que le programme d'exportation de cette saison diminuera sérieusement les réserves, et que l'an prochain, même si les récoltes sont bonnes, la situation sera toujours précaire. Si les récoltes sont mauvaises, elle pourrait bien être désastreuse.

Dans ces circonstances, et en dépit des plus grands efforts des pays exportateurs, il existera toujours une différence sérieuse entre les disponibilités en céréales panifiables et les besoins minima des populations européennes au cours des mois qui nous séparent de la prochaine récolte. Cette lacune, il faudra la combler, soit en laissant des gens souffrir de faim, soit en employant d'autres moyens.

La seconde base principale de cette conférence est l'affirmation qu'il est des moyens par lesquels ce déficit pourra être comblé grâce à une action vigoureuse en Europe même. Nous sommes donc réunis en conférence de travail dont la tâche est de trouver les mesures pratiques, et de s'entendre sur leur application pour diminuer si possible la menace immédiate des graves privations qui pèsent sur les peuples de l'Europe.

Ne nous laissons aller à aucune illusion quant aux difficultés de la tâche que nous entreprenons. Nous allons glaner, et c'est une besogne dure et ingrate quand on l'accomplit dans un champ sur lequel se sont déjà exercés les efforts les plus intenses de chaque gouvernement. Ainsi, dès l'abord nous pouvons être sûrs qu'aucune solution de facilité ne nous demeure ouverte, que chaque mesure que nous envisageons exigera les plus gros sacrifices consentis par quelques uns au profit d'autres dont la situation est plus douloureuse encore. Je ne pense pas seulement à des sacrifices de caractère national, mais à d'autres, que nous aurons à demander à certains secteurs d'une communauté au bénéfice d'autres sections de ces mêmes communautés. Mais si nous sommes devant le choix entre, d'une part, des mesures impopulaires régionalement, et, d'autre part, le désastre suprême d'une véritable famine quelque part en Europe, la décision ne peut pas faire de doute. Il nous faudra décider qu'il est impossible d'abandonner les hommes à la famine.

L'objet de cette conférence est donc de déterminer quelles sont parmi diverses mesures celles qui ont le plus

de chances d'être efficaces, et de nous entendre sur les meilleurs moyens pour les mettre à exécution. Nous nous efforcerons également, au cours de nos débats, de diminuer autant que possible les difficultés que présentent ces mesures tout d'abord en arrivant à tracer un tableau précis de l'étendue et de la nature exacte du problème qui se pose à nous, et deuxièmement en échangeant les fruits de notre expérience de façon à ce que chacun de nous puisse avoir connaissance des mesures qui ont été appliquées avec le plus de succès dans d'autres pays. Nous essayerons également de trouver une base équitable pour le partage du fardeau qui demeure, et sur cette base de trouver un accord.

Chaque pays, chaque communauté peut appliquer les mesures les plus extrêmes, si le peuple sait que ses voisins dans d'autres pays ou communautés supportent une part équitable du fardeau commun. Nous savons tous qu'une compréhension pleine et entière, de la part du public, du problème que nous avons à résoudre ainsi que la coopération totale de tous nos pays dans toutes mesures que nous aurions à mettre en œuvre sont les conditions absolument essentielles de notre succès.

Le projet d'Ordre du Jour que nous avons devant nous suit logiquement le processus que je viens de décrire. Nous nous proposons tout d'abord de définir d'une façon aussi exacte que nous le permettront les informations à notre disposition, l'étendue du déficit en céréales pour la consommation humaine tel qu'il existe en Europe pour les mois à venir. Cela, nous espérons pouvoir le faire en nous basant sur les déclarations que nous feront les représentants du Comité des Céréales du C.F.B. sur la situation mondiale actuelle. Ces déclarations devront être suivies de celles que feront les ministres de chaque pays européen représenté ici quant aux problèmes principaux qui se posent à leurs gouvernements respectifs.

Nous en viendrons ensuite à examiner les diverses mesures qui pourraient être prises en Europe pour continuer à combler le déficit. Nous proposons d'étudier ces mesures selon un ordre progressif dans les difficultés administratives, en commençant par celles qui peuvent être mises en application par une action relativement simple de la part des administrations, telles que par exemple des modifications au taux de blutage et un ajustement du niveau des stocks ; nous en viendrons ensuite à celles qui exigent une action administrative étendue, telles que, par exemple, les mesures à prendre pour augmenter la livraison des céréales par les exploitants et la question difficile de la consommation par le bétail de céréales qui pourrait être utilisées directement à la nourriture humaine. Nous étudierons également quelles autres mesures pourraient être prises par les pays exportateurs, tout en nous maintenant à notre hypothèse première, à savoir que nous ne pouvons pas nous attendre à voir sérieusement augmentée la quantité totale de céréales prévue aujourd'hui pour des exportations vers l'Europe.

Je crains cependant que même après avoir étudié toutes ces possibilités, nous n'ayons pas encore comblé le déficit et que nous n'ayons, à nous demander quelles autres réductions de la consommation humaine peuvent être opérées dans tel secteur pour éviter de plus grandes privations ailleurs.

Finalement nous essaierons de formuler nos conclusions en ce qui concerne la période de la soudure en des résolutions précises et pratiques énonçant les mesures qui devront être prises par les pays participants.

De même, au cours de la Conférence, nous étudierons brièvement l'année de consommation qui suivra la prochaine récolte. Nous n'étudierons les problèmes relatifs à cette période que dans la mesure où la main-d'œuvre, et l'équipement agricoles par exemple réclameraient une action immédiate pour obtenir la moisson maxima des emblavures actuelles et pour nous permettre de procéder, au cours de l'automne prochain, aux semailles les plus étendues possibles. Le problème de la récolte de l'an prochain sera étudié beaucoup plus à fond lors de la Conférence que F.A.O. organise et qui doit commencer à Washington aux environs du 20 Mai.

Samedi matin nous étudierons les résolutions et le rapport de la Conférence actuelle.

C'est là un programme très chargé, mais avec de la chance et plus encore de persévérance, nous devrions être à même de nous y tenir. Mettons-nous donc maintenant au travail, avec la pleine conscience du fait que le bien-être de bien des millions de gens en Europe sera affecté par nos conclusions."